

ENJEU SÉCURITÉ - Misère & crime : poncifs sociologiques, réalité du terrain

Une récente étude finlandaise, *The Impacts of Guaranteed Basic Income on Crime Perpetration and Victimization*, menée sur 2 000 chômeurs finlandais recevant un revenu de base inconditionnel de 560€/mois durant deux ans, suggère que ces revenus n'ont pas eu d'impact sur la perpétration ou la victimisation criminelle. Comment expliquer cette absence d'impact, quand la littérature montre souvent un lien fort entre pauvreté et délinquance ? Les intervalles de confiance (hors réductions de 5 % ou plus) renforcent-ils l'idée que l'argent seul ne "résout" pas le problème ?

Ces études sont fréquentes, surtout dans les pays nordiques, aux données administratives exhaustives et méticuleuses. Si précises et documentées soient elles, ces analyses ont pour commun destin de ne jamais servir à rien. Émanant d'obscur chercheurs, elles sont éliminées, sitôt arrivées aux médias d'information, car contrariant les deux inébranlables piliers idéologiques de TOUS ces médias :

- a) l'insécurité n'est qu'un *sentiment*,
- b) la *seule* origine du crime est la misère sociale.

C'est si bien un réflexe conditionné que leur plus minime mise en doute, fût-elle contresignée par vingt Prix Nobel, déclenche *illico* le rejet. Et les dirigeants politiques ? Évoluant de longue date dans une commune "infosphère" avec les journalistes, ce symbiotique pouvoir de *faire* et de *dire*, comparses, privilégiés, amants et maitresses, ne contrariera jamais ce douillet entre-soi. Donc cette étude, comme toutes autres faites en Europe, n'a nulle chance, jamais, de servir à un présent dirigeant politique, à refonder une politique de sécurité réaliste. Peu avant la Révolution, Emmanuel-Joseph Sieyès pouvait encore s'exclamer "*Ne perdez pas votre temps à discuter avec ces sortes de gens. On ne les persuade point ; livrez-les au fouet des événements pour toute réponse*". Aujourd'hui, le "*fouet des événements*" - sauf cataclysme - est inopérant sur l'infosphère.

Cet essai randomisé grandeur nature, comparant les bénéficiaires à 173 000 témoins sous filet social classique, use de données administratives précises (rapports de police, jugements). Quels sont les atouts de cette approche par rapport aux études corrélatives habituelles ? Et si l'on transpose cela au contexte français, avec nos RMI et RSA, cela infirmerait-il définitivement le rôle causal majeur de la précarité dans l'insécurité ?

Je réponds à cette question, mais elle risque peu de sortir de l'hypothétique. Car si originale et pertinente soit-elle ; même si elle ouvre de vertigineuses perspectives à une vie sociale apaisée, nul dans le bunker de la "recherche sociologique", à l'éventail idéologique ouvert de LFI à Action directe (*j'aimerais exagérer...*) ne risquera d'en transposer quoi que ce soit en France, ce qui reviendrait à tester l'explosion d'une grenade dans un sous-marin en plongée...

En France, la délinquance juvénile résulterait d'une "pauvreté structurelle" qu'il faudrait davantage excuser que sanctionner. Vos résultats remettent-ils en cause cette doxa ? Quels autres facteurs (éducation, normes sociales, impulsivité...) devraient, selon vous, être prioritaires dans les politiques publiques de lutte contre la délinquance ?

D'une part l'idéologie - vue plus haut ; de l'autre, le réel du terrain. La fréquentation et l'étude approfondie des territoires et populations relevant de la "délinquance juvénile" montre jusqu'à l'écoeurement que la misère ne provoque pas le crime, mais bien plutôt l'inverse. Quand, sur une aire délaissée ("territoires perdus de la République..." ou autres "zones de reconquête républicaine"), le bus fait demi-tour avant la cité, sous les caillassages ; quand la supérette - ou la banque - a été dix fois braquée ; quand des meutes armées y chassent toute patrouille ; quand les narcos y dominent la vie sociale, y organisent des fêtes, etc., la population est *de facto* soumise aux criminels. Mais c'est sans doute trop simple à saisir pour un "sociologue critique".

L'étude porte sur des adultes chômeurs en Finlande, pays à faibles inégalités. Ces résultats peuvent-ils s'appliquer à des profils plus jeunes ou à des contextes tendus comme les banlieues françaises ? Et si un revenu de base plus généreux ou plus prolongé était testé, cela changerait-il la donne, ou conforte-t-il l'idée que la délinquance est plus ancrée dans des choix individuels que dans la misère économique ?

Votre question relève du trait d'humour. Depuis un demi-siècle, les banlieues sont *INONDÉES* d'avantages sociaux. Mille exemples existent de ça. Rien que sur ces récentes années, notre base documentaire contient sur ça de quoi faire un gros volume. La dernière : aux Tarterêts, sinistre coupe-gorge de Corbeil-Essonnes, les Marie-Chantal macronistes claquent *VINGT MILLIONS* d'euros pour "changer le regard" sur ce quartier prioritaire de la politique de la ville ; faisant d'une chaufferie industrielle, un lieu "ultra connecté avec médiathèque, ateliers numériques, scène, studios, restaurants"... Surtout, voué à cramer de part en part à la première émeute. Là est la vérité de la délinquance juvénile : dans le gouffre toujours plus profond entre élites en mode bergerie de Marie-Antoinette et malheureux habitants des zones hors-contrôle - bien loin, pour parler clair, de l'abstrait pinaillage entre *choix individuels et misère économique*. ●